

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)
Chèque postal, Lentente 656-02.

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN

123, rue Monflanquin, PARIS (2^e)

Le problème de la Coopération

En ce moment est réuni à Gand le Congrès de l'Alliance internationale coopérative, lequel est accompagné d'une exposition internationale des œuvres de la coopération.

Bien des problèmes sont agités dans ce congrès. En ce qui concerne la partie commerciale, nous pouvons nous situer d'un mot. Les grands chefs du mouvement coopératif, les directeurs grassement appoientés de certaines puissantes sociétés, embourgeoisés peu à peu, sont en train de faire subir — par étapes savamment calculées — une évolution rétrograde aux coopératives. Celles-ci deviennent progressivement des organismes similaires aux sociétés anonymes à base capitaliste.

Lorsqu'on jette un coup d'œil en arrière, et qu'on se remémore l'idéal socialiste des coopératives, il y a une vingtaine d'années, on reste stupéfait du chemin en arrière parcouru par elles.

Devenues pour la plupart de simples sociétés commerciales, où les adhérents sont traités en simples absents, elles ont oublié qu'elles avaient pour mission à leur origine, d'être un des moyens employés par les asservis pour supprimer l'exploitation.

Elles se sont transformées en organismes purement commerciaux, n'ayant cure du grand et profond problème du salariat. Poisson lui-même dans sa « République coopérative » a dû avouer que la coopération n'était pas en état de trancher cette question.

En fait, les sociétés coopératives se conduisent vis-à-vis de leur personnel des bureaux, des entrepôts ou des usines, comme une entreprise patronale le fait avec ses salariés.

Déjà, de nombreux conflits, en Angleterre, en France et ailleurs se sont produits. Les prolétaires au service des entreprises coopératives ont dû se dresser contre leurs exploitants, user de la grève. Et on a vu aussi les coopératives-patrons employer les mêmes méthodes que les magnats de l'industrie.

La coopération, partie d'un idéal d'émancipation humaine se retrouve devant le problème du salariat. Certains manitous voudraient bien l'écartier. L'adaptation de leur vie personnelle à l'existence bourgeoise se double d'une adaptation aux méthodes autoritaires des patrons. Mais ils ont beau tenter d'éloigner la question, elle se posera devant eux comme un sphinx interdisant la route à qui ne répond pas.

Etrange à dire, et qui plus que des invectives, démontre l'esprit bourgeois du monde des profitiers de la coopération : c'est Albert Thomas, le renégat du socialisme, l'exemple vivant de l'arriviste devenu gros bourgeois, qui apparaît dans leurs congrès une note moins rétrograde.

A la séance de vendredi à Gand, il a refait un discours déjà donné au Tréport. Abordant la question du salariat dans la coopération, il a préconisé la constitution de coopératives d'ouvriers manuels ou intellectuels lesquels, travaillant sous un régime se rapprochant de la commandite, auraient la gestion libre mais responsable de la partie de l'entreprise qu'ils assurent.

Ce sont là des paroles, nous le savons. De belles paroles non suivies d'actions. On n'en continuera pas moins à considérer l'employé et l'ouvrier comme de vulgaires salariés dont le rôle est d'obéir, discuter, sans droit d'initiative.

Il est très regrettable que là où des amis se trouvent parmi les coopérateurs ils ne reprennent pas la question.

Il est encore plus triste de voir que les exploités eux-mêmes ne tentent pas quelque chose dans cette voie.

Il y aurait pourtant une belle démonstration à faire : celle de la capacité des associations ouvrières à organiser, administrer par leurs propres moyens les entreprises.

Hommes du bloc des gauches, du parti socialiste ou du parti communiste clament qu'ils veulent l'abolition du salariat. C'est de la pure démagogie, d'abord parce que leurs affirmations ne sont faites que pour capter la confiance des prolétaires qui, consciemment ou non, désirent ardemment la fin d'un tel régime, et ensuite parce que là où ils pourraient tenter d'approcher le plus possible de l'idéal, ils n'en font pas. Si tous les maîtres, ils se conduisent comme les premiers exploitants venus.

La différence entre l'anarchiste et le politicien ou l'arriviste se montre dans ce domaine comme ailleurs.

Les politiciens déclament, étalement des

théories, mais se gardent bien de les appliquer.

L'anarchiste, lui, en tous lieux et en tous temps, tente de réaliser ses conceptions, de les faire entrer dans la vie, parce qu'il estime que c'est la seule façon pratique, rationnelle et juste de résoudre les graves problèmes économiques.

UN COOPERATEUR.

LE FAIT DU JOUR

Gare aux démagogues !

Le ministère a, dans un but évident de démagogie, affirmé son intention de lutter contre la vie chère. Il ne nous dit pas encore par quels moyens, que nous serions pourtant bien curieux de connaître.

Une des premières manifestations parlementaires a été d'établir un projet sur la taxation des farines. Pourquoi les farines seulement ? Le pain est indispensable dans les familles, mais il ne représente après tout qu'une assez minime fraction du budget dans un foyer.

Si le pain a été choisi, c'est parce qu'une vieille coutume met le pain au premier rang. Pain cher signifie vie chère. Les ministres ont calculé qu'en parlant du prix du pain, le reste passerait inaperçu. Pure démagogie !

Mais voici que les associations d'agriculteurs (prière lire syndicats patronaux de la culture) se sont émues. Protestations sur protestations. Des menaces plus ou moins déguisées sont faites au gouvernement, qui sait mieux que nous ce qu'il y a de puissance derrière ces syndicats de mercantis des produits de première nécessité.

De l'autre côté, celui des consommateurs, on ne dit rien. Par habitude d'être plu-
sane, sans doute. On grogne bien un peu, mais pas trop fort. Pas d'organisation. Pas d'argent pour soutenir les campagnes de presse, pour huiler la voix des orateurs parlementaires qui pourraient se rouiller.

Un principe de gouvernement qui a toujours été vrai, c'est que c'est celui qui crée le plus fort, qui a les moyens de soutenir une campagne, qui finit par avoir gain de cause. Aucun ministère n'a transgressé cette loi naturelle... de notre société.

Donc, point n'est besoin de ressusciter les aigures, ni d'appeler à la rescoufle les prophètes pour annoncer que ce sont les exploiteurs de campagne qui finiront par avoir le dernier mot. Même si on veut s'attaquer aux meuniers et autres intermédiaires, on s'apercevra que la moitié au moins de cette honorable industrie est entre les mains — par voie de sociétés anonymes — des mêmes cultivateurs que l'on veut ménager d'autre part.

Herriot et sa clique baîsseront pavillon.

Mais dites, i'y pense. Tout ce potin n'aurait-il pas un autre but, celui qu'on appelle vulgairement du chantage ?

Les démagogues au pouvoir n'ont-ils pas pris cette tactique pour faire s'ouvrir un tout petit peu les bas de laine... à leur profit ?

Un attentat contre le chef de l'Etat en Pologne

Il paraît que tout n'est pas pour le mieux dans le plus large des Pologne. Le gouvernement démocratique, qui s'y est installé sous la protection des baïonnettes du Droit, de la Justice et de la Civilisation, suscite des révoltes tout comme dans notre République radicale-socialiste.

Un télégramme de Lvov (Lemberg) nous annonce en effet que dans l'après-midi d'hier le président de la République polonaise a été l'objet d'un attentat. Au moment où le chef de l'Etat sortait de la messe pour se rendre à son palais, un jeune homme lança une bombe. Personne n'a été blessé.

L'auteur de l'attentat, qui se nomme Stanislas Steiger, âgé de 23 ans, a été arrêté.

L'arrivée de Locatelli provoque à New-York une manifestation antifasciste

Une dépêche de New-York annonce que cinq mille Italiens attendaient l'aviateur Locatelli à la gare. Dès qu'il fut aperçu, on entendit de nombreux cris de : « À bas Mussolini ! »

À ces cris ont répondu quelques cris de « Vive Locatelli ! » Une bagarre s'ensuivit et la police intervint.

Locatelli a dû regagner en hâte son hôtel.

Les braves gens d'Italiens qui ont dû émigrer en Amérique pour fuir la terreur mussolinienne quittent le moment venu de rentrer en Europe pour prendre leur revanche. Mais, en attendant, ils accueillent comme ils le méritent, les lâches qui se soumettent à la tyrannie du dictateur.

La tragédie de l'Europe

Parmi la dédaigneuse indifférence et le légitime dégoût du prolétariat européen et du monde, voici qu'à Genève, comme en un geste de défi, les très vils serviteurs de la haute finance jouent, en des scènes où alternent bonne humeur et grotesque, le vingt-sixième ou vingt-septième acte de la tragédie européenne.

En vain, se hâtent-ils, après cinq ans de guerre et cinq années d'après-guerre, à trouver le remède de la paix qu'ils ont sauvagement détruite : l'exécution du plan Dawes assujettira l'Europe à la bande Morgan, tandis que le fameux « désarmement », malgré le triomphe de la démocratie dans une grande partie de l'Europe, est destiné, comme après Washington, à rester jeté mort par le fait que le capitalisme triomphant sur les ruines de l'Europe tend à étendre son activité belliqueuse dans le Pacifique.

Tandis que les diplomates de la haute finance internationale font la noce à Genève, et se fient à des formules vides de sens, nous, nous invitons le prolétariat du monde entier à rompre le cercle vicieux de l'indifférence qui signifie sans doute désapprobation, mais sanctionne aussi le prouverbal et dangereux « laisser faire », et nous tenons à faire une bref commentaire de la *Tragédie de l'Europe*, œuvre très intéressante et de récente publication, due à la plume de l'économiste Francesco-Saverio Nitti, ex-président du conseil italien, lequel, exilé en Suisse, comme nous, cherche la liberté si chère au cœur des hommes.

La *Tragédie de l'Europe* qui paraît après l'*Europe sans paix*, est intéressante du fait que le perspicace et patient professeur d'économie politique nous révèle lumineusement les raisons politico-économico-sociales pour lesquelles l'Europe sera vouée au chaos. Nitti est ouvertement contre l'espri du Traité de Versailles, dont il élabora lui aussi la formule et la substance en qualité de président du conseil des ministres d'Italie.

L'ex-premier italien nous a révélé son ancien désaccord avec Clemenceau qui lui sembla le représentant le moins qualifié pour l'élaboration du Traité de Versailles, en raison de son cynisme patent et de sa vicelle haine contre l'Allemagne à laquelle il ne pouvait pardonne 1870. Clemenceau, dit Nitti, même en reconnaissant l'exécution impossible du Traité de Versailles, s'en montrait pourtant satisfait, parce que la continuation de la guerre dans la paix était un avantage pour la France en ce qu'elle permettait l'affaiblissement politico-économique de l'ennemie, l'Allemagne.

L'histoire dira, comme pour Bismarck, si Clemenceau a travaillé ou non pour la paix et pour la sécurité de la France. L'Amérique, continue Nitti, qui avait autorisé Wilson à porter le rameau d'olivier auquel cependant de prétendus révolutionnaires viennent d'envoyer une adresse de félicitations. Il s'agit de Treint, Mac-Manus et Amster qui ont adressé au chef d'Etat de Chine le télégramme suivant :

« Les représentants des partis communistes d'Angleterre, de France et d'Amérique saluent en votre personne le mouvement national révolutionnaire du peuple chinois. Notre admiration et notre sympathie la plus chaude accompagnent les péripéties de votre lutte héroïque contre la ville conspiration des impérialistes anglo-français et américains. Nous vous assurons que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour démasquer aux masses ouvrières l'aventure criminelle entreprise par Herriot, Mac Donald et Coolidge et pour empêcher la réalisation de leur plan diabolique. »

Nitti, qui passe avec une rapidité surprenante de la politique à la philosophie, constate la faillite de la Société des Nations, parce que celle-ci a voulu être (et elle ne pouvait être autrement) l'expression de l'injuste Traité de Versailles, qui est une continuation de la guerre ; et le fait est que Nitti a été dans son décret l'affaiblissement politico-économique de l'ennemie, l'Allemagne.

Nitti, qui passe avec une rapidité surprenante de la politique à la philosophie, constate la faillite de la Société des Nations, parce que celle-ci a voulu être (et elle ne pouvait être autrement) l'expression de l'injuste Traité de Versailles, qui est une continuation de la guerre ; et le fait est que Nitti a été dans son décret l'affaiblissement politico-économique de l'ennemie, l'Allemagne.

Nitti, qui passe avec une rapidité surprenante de la politique à la philosophie, constate la faillite de la Société des Nations, parce que celle-ci a voulu être (et elle ne pouvait être autrement) l'expression de l'injuste Traité de Versailles, qui est une continuation de la guerre ; et le fait est que Nitti a été dans son décret l'affaiblissement politico-économique de l'ennemie, l'Allemagne.

Nitti, qui passe avec une rapidité surprenante de la politique à la philosophie, constate la faillite de la Société des Nations, parce que celle-ci a voulu être (et elle ne pouvait être autrement) l'expression de l'injuste Traité de Versailles, qui est une continuation de la guerre ; et le fait est que Nitti a été dans son décret l'affaiblissement politico-économique de l'ennemie, l'Allemagne.

Nitti, qui passe avec une rapidité surprenante de la politique à la philosophie, constate la faillite de la Société des Nations, parce que celle-ci a voulu être (et elle ne pouvait être autrement) l'expression de l'injuste Traité de Versailles, qui est une continuation de la guerre ; et le fait est que Nitti a été dans son décret l'affaiblissement politico-économique de l'ennemie, l'Allemagne.

Nitti, qui passe avec une rapidité surprenante de la politique à la philosophie, constate la faillite de la Société des Nations, parce que celle-ci a voulu être (et elle ne pouvait être autrement) l'expression de l'injuste Traité de Versailles, qui est une continuation de la guerre ; et le fait est que Nitti a été dans son décret l'affaiblissement politico-économique de l'ennemie, l'Allemagne.

Nitti, qui passe avec une rapidité surprenante de la politique à la philosophie, constate la faillite de la Société des Nations, parce que celle-ci a voulu être (et elle ne pouvait être autrement) l'expression de l'injuste Traité de Versailles, qui est une continuation de la guerre ; et le fait est que Nitti a été dans son décret l'affaiblissement politico-économique de l'ennemie, l'Allemagne.

Nitti, qui passe avec une rapidité surprenante de la politique à la philosophie, constate la faillite de la Société des Nations, parce que celle-ci a voulu être (et elle ne pouvait être autrement) l'expression de l'injuste Traité de Versailles, qui est une continuation de la guerre ; et le fait est que Nitti a été dans son décret l'affaiblissement politico-économique de l'ennemie, l'Allemagne.

Nitti, qui passe avec une rapidité surprenante de la politique à la philosophie, constate la faillite de la Société des Nations, parce que celle-ci a voulu être (et elle ne pouvait être autrement) l'expression de l'injuste Traité de Versailles, qui est une continuation de la guerre ; et le fait est que Nitti a été dans son décret l'affaiblissement politico-économique de l'ennemie, l'Allemagne.

Nitti, qui passe avec une rapidité surprenante de la politique à la philosophie, constate la faillite de la Société des Nations, parce que celle-ci a voulu être (et elle ne pouvait être autrement) l'expression de l'injuste Traité de Versailles, qui est une continuation de la guerre ; et le fait est que Nitti a été dans son décret l'affaiblissement politico-économique de l'ennemie, l'Allemagne.

Nitti, qui passe avec une rapidité surprenante de la politique à la philosophie, constate la faillite de la Société des Nations, parce que celle-ci a voulu être (et elle ne pouvait être autrement) l'expression de l'injuste Traité de Versailles, qui est une continuation de la guerre ; et le fait est que Nitti a été dans son décret l'affaiblissement politico-économique de l'ennemie, l'Allemagne.

Nitti, qui passe avec une rapidité surprenante de la politique à la philosophie, constate la faillite de la Société des Nations, parce que celle-ci a voulu être (et elle ne pouvait être autrement) l'expression de l'injuste Traité de Versailles, qui est une continuation de la guerre ; et le fait est que Nitti a été dans son décret l'affaiblissement politico-économique de l'ennemie, l'Allemagne.

Nitti, qui passe avec une rapidité surprenante de la politique à la philosophie, constate la faillite de la Société des Nations, parce que celle-ci a voulu être (et elle ne pouvait être autrement) l'expression de l'injuste Traité de Versailles, qui est une continuation de la guerre ; et le fait est que Nitti a été dans son décret l'affaiblissement politico-économique de l'ennemie, l'Allemagne.

LA GUERRE CIVILE EN CHINE

Est-ce le prélude d'une révolution ?

Les événements semblent prendre, en Chine, une tournure plus tragique que les premières nouvelles pouvaient nous le faire prévoir. Les conflits sont assez fréquents dans ce pays qui précipitent les uns contre les autres les gens du peuple pour les intérêts de chefs militaires qui eux-mêmes ne sont que des agents de puissances financières européennes. C'est ainsi que, dans les circonstances actuelles, l'imperialisme britannique pourrait bien avoir fomenté le conflit, afin de pouvoir justifier l'intervention de sa flotte. Et les autres puissances, elles aussi, guettent.

Cependant ce ne joue pas impunément avec le feu. Et il semble que la guerre civile prend des proportions auxquelles ne s'attendaient pas sans doute pas ceux qui la fomentent. Si bien qu'aujourd'hui l'on peut se demander si nous n'assistons pas au prélude d'une véritable révolution.

Voici les dernières dépêches de Shanghai :

Le centre des combats a été la région de Liu-Ho, sur les bords du Yang-Tsé, dans laquelle certains villages ont changé plusieurs fois de mains.

Les flottes adverses ont quitté leurs mouillages respectifs de Shanghai et de Nankin, marchant à la rencontre l'une de l'autre. On espère leur rencontre en vue de Liu-Ho.

SUR UNE AGONIE...

Profanation

Tout syndicaliste qui se respecte se réclame de la Charte d'Amiens. Qu'il soit réformiste ou communiste, ou, plus simplement, syndicaliste, cette bienheureuse et seconde motion lui sera de ligne de conduite. Et c'est étrange. Chacun peut l'interpréter à sa façon, ce dont tout le monde use. Le réformiste — le socialiste — déclare être en complet accord avec elle, puisque son rêve est de voir les hommes passer de l'exploitation capitaliste à l'exploitation établique. Ingénue façon de comprendre la Bible syndicale.

Le communiste, lui, se prétend le seul et véritable prophète, en annonçant l'avènement de la partie future de la Charte par une discipline de fer nécessaire. Nécessité d'ailleurs, dit-il, comprise par la Charle d'Amiens pour l'instauration de la liberté, de nombreux autant que disparates groupements. Enfin, le syndicaliste « pur » fait fi de toutes ces déclarations, en affirmant être seul à suivre la lettre de la Charte, pour l'avvenir comme pour le présent. Lequel croire ? La réponse est plus difficile qu'on ne le croit.

L'unanimité est donc loin d'être faite sur cette règle. L'on me concedera même que les opinions sont diamétralement opposées. D'où provient cette opposition entre ses protagonistes ? Probablement d'un vice initial de compréhension des choses. Voulant insulter un esprit électe, ses créateurs n'ont réussi qu'à l'inspirer d'indécision et de faiblesse. Ne le savons pas : son but est la liberté. Or, son essence est pleinement autoritaire : « Toute autre conception du syndicalisme est erronée. » C'est né... et péremptoire !... Son ton est révolutionnaire : mais, pour vivre, le syndicalisme doit employer des « palliatifs ». Ses moyens d'action ont une allure intransigeante : mais pour l'obtention du mieux-être, l'attente dans les anticambres patronales et même gouvernementales est un fait journalier.

Son fond veut évoluer et les réformes arrachées prouvent son conservatisme : le less nécessaire à l'aérosat capitaliste. Sa teneur est libertaire, sa matérialisation — organisation des syndicats — est oppressive — loi des majorités. Et comme nous savons que jamais aucune initiative n'a germé dans les foules, mais toujours dans les individualités, nous comprenons la lutte inégale de ceux-ci au sein de cette organisation.

Si nous devions retirer les défauts que renferme la Charle d'Amiens, il n'en resterait plus qu'un squelette. Comprenez-vous, maintenant, camarade Robert Edouard, pourquoi j'ai une autre conception de l'union des opprimés ? Non, la Charle d'Amiens ne me plaît pas et ne m'inspire aucune confiance. C'est une salade, une salade multicolore. Mieux, c'est une énigme d'où l'on sort, suivant ses conceptions, tout ce qu'on a besoin pour justifier son attitude. Le réformiste a raison de s'en réclamer : et les fameux « palliatifs » ? Le communiste aussi, et sa teneur oppressive ? Le chrétien, le républicain même, et tous, pourraient trouver en elle des arguments pour s'en prévaloir. Si ces derniers ne s'en réclament, c'est tout simplement parce qu'ils ne sont guère émotifs : ils ne croient pas à l'influence dissolue du temps sur leurs organisations autoritaires et routinières.

Une théorie claire donne des moyens uniques. C'est un privilège des doctrinaires embrouillés de fournir des moyens contradictoires non seulement par rapport avec la théorie, mais même entre les divers moyens pratiques. La Charle d'Amiens se classe d'elle-même dans cette catégorie. D'où l'explication de la multiplicité de ses commettants, et leur entièrement logique, à se croire les seuls à suivre le sens véritable qu'a voulu impulser cette loi. Ce sont des observations à la portée de tous. Peut-être est-ce la raison pour laquelle très peu aperçoivent ses défauts ; nous savons que la simplicité est regardée comme une faiblesse.

Ces quelques observations — que j'ai voulu faire brèves, — expliqueront à mon deuxième réfutateur pourquoi son argument ne me convainc pas : il est tout en effet basé sur la motion précitée. Or, nous avons vu que je la considérais comme impuissante et comme une « cause de désaccord et de dissensions ». Le syndicalisme ne s'enferme pas dans un programme », comme les théories politiques : il est l'incarnation même de la vie ; il doit donc être libre et sans entrave d'aucune sorte. Et il ajoute même : c'est parce que cette vérité est méconvenue que le syndicalisme se meurt. Sacrifice ? Soit, je veux bien : c'est un des principaux points qui séparent l'anarchiste du syndicaliste que de faire fidèles des idoles, des « vérités » toutes faites et d'affirmer sa seule foi qu'en lui-même. La critique est sainte : revois-la de la fange où l'ont plongé les « collectifs ».

C'est une affirmation commune — et que je prétends être une erreur — que celle qui fait rebomber tout le poids de la déviation de la C. G. T. sur le départ des révolutionnaires de cette organisation. Cette dernière n'avait donc pas dévié avant ce départ ? La collusion avec certains partis dits de gauche n'était-elle pas un fait commun de tous les syndicalistes ? Et son rôle pendant la guerre ?

N'est-ce pas un courant qui l'entraînait vers la droite qui pourra la scission ? Allons, c'est indéniable, celle-ci était inévitable, car inévitable était la chute définitive de la C. G. T. Actuellement, elle croupit : elle stagne. Ne rendons pas la nécrose activité à la moribonde. C'est cependant cela que ne manquerait pas de lui faire notre collaboration : il est certaines maladies qui gangrènent et décomposent. La C. G. T. se meurt de cela ; ne nous contaminons donc pas. Laissons-la avec son programme rétrograde. Les conditions de vie qui nous sont imposées et dont le propre est d'être toujours impérissables et nouvelles, tuent elles-mêmes ce qui reste de trahisons, de mensonges et d'erreurs : la C. G. T.

C'est l'action, « l'action virile », en effet, qui fera affiner parmi nous les mécontents et les révoltés de ce régime. L'organisation la plus énergique, la plus combative, les attirera et les groupera. Voyons, la vieille C. G. T. est-elle propice à la nouvelle ère ? Non, car le prolétariat s'en détourne avec colère. N'essayons donc pas d'aller à l'encontre de ses sentiments. Et la grève des inscrits m'en fournit la preuve et me fortifie davantage dans mon opinion, car, si nous en croyons Baillot, « jamais encore je n'avais entendu gronder contre les chefs lafayettistes d'assez rudes et terribles co-

lères ». C'est le sentiment qui anime bon nombre de travailleurs et qui englobe dans une même répulsion, et avec juste raison, les chefs et la C. G. T. Il ne faut pas se faire d'illusion, le mécontentement grandit déjà contre la C. G. T. U., ou, tout au moins, la méfiance. Pourquoi donc continuer à vouloir donner vie à deux organisations qui ne répondent plus aux aspirations des travailleurs ?...

Marcel LEPOIL.

Organisons-nous

J'ai lu avec attention les articles de notre camarade Georges Bastien, parus ces derniers dans le *Libertaire*. J'ai remarqué que notre camarade était partisan de l'organisation des anarchistes. Pour ma part, j'en suis aussi partisan et je désire voir plutôt les anarchistes se rapprocher les uns des autres au lieu de s'éloigner. J'aimerais voir partout où il y a des copains, se former des groupes où l'on a l'occasion de se rencontrer entre individus luttant pour le même idéal et de se mieux connaître.

Il serait utile également que les groupes des différentes régions forment des fédérations (certaines existent déjà), ce qui simplifierait et rend beaucoup plus facile la propagande.

Ah ! j'entends déjà des copains dire que partout où il y a organisation, il y a que que peu d'autorité. Eh bien, non ! Le groupe devrait être libre dans la fédération comme l'individu est libre dans un groupe, est-ce difficile à comprendre, nom de Dieu ! Et pourtant j'ai rencontré des copains qui ne voulaient pas admettre cette thèse, ces copains acceptent bien de faire partie d'un groupe, mais ils ne veulent pas adhérer à une fédération. Sont-ils logiques avec eux-mêmes ?

Si nous étions organisés — librement — la ligne de feu était considérable. Je veux parler, uniquement, de ces messieurs de la finance de tous pays, dont les politiciens ne sont que les fidèles serviteurs et qui organisent pour leur plus grand profit l'extraordinaire match sanglant et international dont la décision est jugée plus ou moins arbitraire suivant qu'elle sera spécialement les intérêts des uns aux dépens de ceux des autres.

Donc, ces messieurs, qui sont à Genève les fidèles promoteurs des groupes financiers, pourront faire se faire beaucoup plus facilement ; ainsi, telle fédération pourraient entreprendre des tournées de conférences dans sa région, soit avec le concours des copains de l'Union anarchiste, soit avec des copains de ces régions, lorsqu'il y en a qui sont orateurs, et la propagande serait de beaucoup plus fructueuse et plus méthodique.

Est-ce en étant épargnés, les uns d'un côté, les autres de l'autre, que nous pouvons faire de la bonne besogne ? Non. Sachons nous unir, nous aider et les efforts que nous tenterons ne seront pas vains ; là seulement, nous pourrons faire paraître des organes locaux ou régionaux, et qui pourront vivre, chaque copain ayant à cœur de l'aider. Voilà, l'excellent moyen de propagande : un journal.

Allons, les copains, avez-vous réfléchi à tout cela, que si nous savions nous organiser nous aussi pour mener la lutte contre... obiet que nous subissons, et pour faire comprendre au peuple l'Anarchie qui le conduira au bien-être et à la liberté, notre propagande s'en ressentirait ?

Que tous y réfléchissent et que ceux qui sont partisans se mettent au travail, en formant groupes et fédérations, pour avoir un mouvement anarchiste solide et capable de riposter aux attaques de tous ses adversaires quels qu'ils soient (et ils sont nombreux).

Quant à ceux qui veulent rester dans leur tour d'ivoire, ce que nous leur demandons, c'est de ne pas entraver notre travail.

Marcel LE HOUX.

Contre Biribi

Le Réveil du Nord, sous la signature de Marcel Polveud, commence une campagne contre Biribi. Une fois n'est pas coutume, Depuis l'enquête d'Albert Londres sur les atrocités des bagnes militaires, nos journaux du bloc des gauches de la région du Nord reproduisent des extraits sur la « cruauté » et les crimes dont les gardes-chourmés se rendent coupables.

Il a fallu que ce soit un bourgeois qui enquête pour que la campagne commence. Cependant, voilà plus de trente ans que la presse d'avant-garde dévoile les faits ignobles qui s'y passent.

Combien de camarades libérés de cet enfer nous ont renseigné et chaque fois que nous pouvions écrire et faire campagne contre Biribi, nous l'avons fait.

Jamais l'opinion publique ne s'est émuée. Jamais nos journalistes de gauche et de droite n'ont pris fait et cause contre les bagnes militaires.

De cette campagne, qui commence à prendre de l'ampleur, il faut que toutes les organisations (à part celles qui, par esprit de tendance, ne voudraient pas y participer), il faut que nous nous groupions autour du Comité de Défense du Moulin, seul qualifié pour mener à bien cette lutte.

Formons le bloc, faisons appel à tous les hommes de cœur. Par tous les moyens, demandons la suppression des bagnes militaires et de tous les autres. N'oublions pas de faire rentrer en ligne de compte les maisons dites de « correction », car c'est dans ces maisons que l'on prépare la viande de Biribi, les têtes de veau et les yeux de lapin, ou bien encore les pelotes d'exécution.

D'ailleurs, les gardes, « les brutes plus tôt », sont précisément ceux qui reviennent des colonies pour des flèvres contractées là-bas, pour garder et martyriser de pauvres gosses de 12 à 18 ans. Toutes les vilaines sont à l'ordre du jour, le vol, le mensonge, l'hypocrisie et la pédérastie. Combien de ces pauvres gosses sont perdus à jamais. Je suis très heureux que Loréal ait commencé cette campagne ; il faut la continuer. Faisons tous ensemble l'effort nécessaire pour délivrer ces bambins coupables de ne pas avoir été nés riche !

Albert PERIER.

N'oubliez pas la thune mensuelle !

Les fabricants d'armes de Saint-Etienne et le protectionnisme

Liège et Saint-Etienne sont deux villes rivales pour la manufacture d'armes. Et la concurrence est terrible avec l'incertitude des changes, surtout en ce moment où notre vieux franc français, pourtant déprécié par ailleurs, fait la pique au franc belge et va à Bruxelles 1 franc 083.

Le Parlement belge ne veut pas ratifier une convention franco-belge maintenant la taxation des armes d'origine belge introduites en France. Et les fabricants belges de Saint-Etienne protestent « énergiquement », contre l'abaissement des droits de douane sur les armes étrangères. Et ils invoquent une entente de 1921 qui prévoyait un relèvement de tarification en cas d'augmentation dans les importations belges en France.

Il paraît que ces importations sont passées de 12.000 fusils en 1913, à 22.000 en 1921 et à 75.000 en 1923. Par contre la production diminue à Saint-Etienne.

Et alors que les patrons belges revendent une diminution des droits de douane pour exporter leur production, les industriels de Saint-Etienne demandent le relèvement de ces droits afin de protéger leur industrie.

Les ouvriers de Liège et de Saint-Etienne ont leur sort lié à celui de leurs employeurs ? Non-tout à dire sur la question ? Protectionnisme et libre-échange sont-ils influer sur la lutte des classes ?

Et du point de vue social, après les ravages de la guerre, les syndicats, au lieu de se passionner pour les luttes politiques, ne pourraient-ils pas discuter de l'utilité de certaines professions ? Les malheureux prolétaires, qui sont occupés à fabriquer des armes qui sont toujours employées contre leur classe, seraient plus utilement employés à fabriquer des soies de charme.

Fabriquer des pistolets et des sabres est un métier anti-social.

Les causes de la vie chère

LES GROS MERCANTIS DU BLE SE GROUPENT EN SYNDICAT

Hier, à la Bourse de Commerce de Paris, les importateurs de céréales des ports de la mer du Nord, de la Manche et de l'Océan ont constitué un syndicat. Le secrétaire s'appelle André Guignard.

Maintenant, le Ministère peut y aller pour lutter contre ces gens-là. Les mêmes qui monopolisent presque toute la production française de blé accaparent la totalité de l'importation.

On paiera sûrement le prix que ces messieurs voudront bien fixer.

Si syndicalisme-là n'est pas du tout mal des gouvernements. Il a de quoi leur grasser les pattes.

LE MARCHÉ AU GRAIN DE MOULINS

Le 25 août dernier se tenait, à Dijon, un marché au grain, et les blés se vendirent à raison de 100 à 101 francs les cent kilos.

Or, avant-hier, s'est ouvert le marché au grain de Moulins, et sans aucune cause apparente, sauf la spéculation, ils sont montés à 105 francs.

Il suffit de reproduire l'information des agences pour se rendre compte immédiatement des causes de la vie chère. La voici :

« Moulins, 5 septembre. — Le marché au grain s'est ouvert aujourd'hui au milieu d'une grande affluence de visiteurs.

Les offres furent peu importantes, les vendeurs s'étant réservés dans l'espérance d'une prochaine hausse des blés qui se sont vendus de 103 à 105 francs les cent kilos.

Le 26, avant-hier, s'est ouvert le marché au grain de Moulins, et sans aucune cause apparente, sauf la spéculation, ils sont montés à 105 francs.

Le gouvernement ne fait et ne fera rien pour soutenir les spéculateurs. Les mercantis se griseront ; mais il est possible que demain — devant la carence des pouvoirs — le peuple emploiera les moyens propres à faire table rase de tous les affameurs, en s'attaquant directement à ces produits d'origine.

LE MARCHÉ DES BESTIAUX

Pour les animaux de boucherie c'est la même chanson.

Toujours à la foire de Moulins, les cours ont été maintenus élevés sauf toutefois sur les porcs gras.

C'est pour maintenir cette hausse que la protestation que nous publions dans le *Libertaire* d'hier a été envoyée au Ministre de l'Agriculture, par la Société d'agriculture du Bourbonnais qui s'élève contre l'importation en franchise de 300.000 tonnes de viande de abatthe.

Allez-y messieurs, spéculatez, volez, enrichissez-vous de la misère du prolétariat ; mais tout passe, et chaque médaille a son revers, le règne de la mercante n'est pas éternel. Vous vous en apercevez bien-tôt.

ON VEUT ENCORE AUGMENTER LE PAIN

Hyères. — En présence d'une nouvelle hausse des farines, les boulangeries ont demandé au maire d'augmenter le prix du pain, déjà taxé à 1 fr. 50 le kilo. Le maire s'y est refusé.

LES SPECTACLES

Opéra. — Faust.

Opéra-Comique. — Matinée : Paillasse ; soirée : Lakmé.

Odéon. — Matinée : La Cagnotte ; soirée : La Petite Chocolatière.

Gaieté-Lyrique. — Les Saltimbanques.

Porte-Saint-Martin. — Vieil Heidelberg.

Nouvel-Ambigu. — Le Grand Soir.

Comédie-Française. — Matinée : Polycrate ; soirée : Gringoire. On ne badine pas avec l'Amour.

GABARETS ARTISTIQUES

Le Grenier de Gringoire. — Ch. d'Avray, Dorano, Line de Tarbes, L. Loréal, Géo Robert et Brubach.

Le Pierrot-Noir. — Dranval et les chansonniers.

Le Perchoir. — Jean Bastia : « Jusqu'à la Gauche ».

La Vache-Enragée. — Maurice Hallé et les chansonniers.

Les Noctambules. — « Chambre à louer » ; Jack Cazol, Noël Noël, R.-P. Grotte.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

jadis, ce ne sont — hélas ! — les millions prodigés à Genève qui empêcheront la prochaine des dernières... pour le Droit, la Civilisation... ou le Proletariat !

Les Suspects.

« Bordeaux, 5 septembre. — Au cours d'une ronde de nuit, des agents ont arrêté dix-huit individus suspects qui avaient élu domicile sur les quais et dans les dépendances de la gare Saint-Jean. »

C'est une simple dépêche d'agence qui paraîtra en quelques lignes dans la grande presse bourgeoisie.

Ohé ! les imbéciles heureux, vous imaginez-vous que c'est par plaisir que ces pauvres bougres avaient élu domicile sur les quais ? Ils eussent préféré, comme tous les riches bourgeois, avoir

A travers le Monde

La Société des Nations

Les séances se poursuivent aussi vides les unes que les autres. Les discours succèdent aux discours, mais rien de bon ne sortira de toutes ces parolles.

Le débat sur la réduction des armements a continué hier matin, et a présenté un caractère d'orientation générale. Il sera repris ultérieurement, lorsque la commission présentera son rapport sur les différentes propositions dont elle est saisie.

Le représentant de l'Inde, qui prit la parole hier matin, déclara partager le point de vue du premier ministre britannique. Naturellement.

Ce qui est à noter, c'est la conclusion de son discours :

« Tout en faisant notre l'idéal de ceux qui ont élaboré le traité d'assistance mutuelle, nous faisons aussi notre la décision prise par le gouvernement de l'Empire britannique, en refusant d'approuver ce traité, car nous avons l'impression que ces garanties sont si illusoires que le désarmement lui-même n'offrirait pas une somme de sécurité suffisante pour empêcher de revivre l'esprit guerrier. »

Nous sommes entièrement de cet avis. Mais alors que font tous ces fantoches à cette assemblée des nations, sinon tromper le peuple en lui faisant espérer des possibilités de paix.

M. Politis, délégué grec, prit également la parole pour soutenir le point de vue de Herriot, et affirma qu'aucune nation ayant le souci de son existence, de sa dignité, de son honneur, ne pourra jamais consentir à abandonner la garantie qu'elle trouve dans sa force si la collectivité internationale ne lui donne pas une garantie équivalente.

Allons, jonglez avec les mots, messieurs les diplomates. Nous la connaissons votre dignité. Nous savons la valeur que l'on peut accorder à vos traités considérés par tous les gouvernements comme des chiffons de papier.

Tant que vous serez au pinacle il en sera de même. La Société des Nations ne sera une réalité que lorsque vous aurez disparu de la scène et, avec vous, toute la politique qui est contraire à toute idée de paix.

Le Congrès des Trade-Unions

Le Congrès des Trade-Unions de Hull a terminé ses travaux aujourd'hui. Au cours de la séance, une résolution demandant l'établissement d'une politique définie se prononçant pour le libre échange ou le protectionnisme, a été repoussée après que M. Cook, des mineurs, ait fait ressortir que le vote de cette motion était dangereux et qu'après tout la question soulevée regardait le Labour Party et non pas les Trade- Unions.

Une autre motion s'opposant à l'arbitrage obligatoire et déclarant que les travailleurs ne permettraient en aucun cas que des influences extérieures vîssent diminuer leur influence, fut adoptée par l'assemblée.

Avant la clôture des débats, M. Purtell, président du Congrès, et M. Ben Smith, membre du Parlement, furent choisis pour représenter les Trade-Unions britanniques au congrès travailliste américain.

ITALIE

LE ROI CONFÈRE AVEC M. MUSSOLINI

Le roi Victor-Emmanuel a reçu cet après-midi au Quirinal, M. Mussolini avec lequel il s'est entretenu pendant 1 heure 1/4.

Bien que la Tribune déclare « qu'il est naturel que le roi rentrant à Rome après une absence prolongée ait tenu à être mis au courant de la situation », cet entretien est vivement commenté dans tous les meilleurs politiques qui lui attribuent la plus grande importance.

L'AFFAIRE MATTEOTTI

Rome, 6 septembre. — Selon le journal « Il Sereno », M. Tedeschini, député socialiste unitaire, a déclaré devant la Chambre des mises en accusation, que ayant accompagné Matteotti quelques jours avant le crime, il s'avisa que celui-ci était filé par un des accusés.

Cette circonstance permettrait de retenir, dans l'instruction du procès, l'accusation de prémeditation.

ANGLETERRE

Y AURA-T-IL DES ELECTIONS EN NOVEMBRE

Les libéraux se détachent de plus en plus du Cabinet travailliste, et il est possible que le gouvernement soit battu lorsque viendra aux « Communes » la discussion sur le traité anglo-russe.

Mac Donald acceptera-t-il cette défaite ? Il est probable que non et qu'il fera appel à la Nation.

Dans les cercles conservateurs, on prévoit que le Cabinet travailliste sera battu dans la première semaine de novembre, et déjà tous les agents unionistes ont reçu l'ordre de se tenir prêts à entreprendre la campagne de propagande.

De toute évidence, le gouvernement de Mac Donald ne peut longtemps encore rester dans la situation instable actuelle, et c'est sans doute sans hésitation qu'il consentira à dissoudre la Chambre, avec l'espérance de trouver ensuite une réelle majorité.

RUSSIE

L'ANTIMILITARISME EN RUSSIE

On manda de Russie au journal *Pester Lloyd* qu'une mobilisation d'essai de l'armée rouge aura lieu au cours de ce mois, ainsi qu'une grande revue navale.

C'est la situation critique de la Russie dans les Balkans, qui aurait décidé le gouvernement soviétique à procéder à cette épreuve extrêmement coûteuse.

BELGIQUE

ON REMONTE LE QUATORZIÈME CADAVRE

On se souvient de l'épouvantable catastrophe qui, le 14 août dernier, coûta la vie à quatorze mineurs au charbonnage du Carabinier, à Châtelet. Tous les cadavres furent remontés à la surface, sauf un qui la masse des terres éboulées empêchait d'atteindre.

On vient de dégager : c'est celui de l'Italien Alfredo Berlozzi. Le corps a été remonté à la surface.

LES OUVRIERS BELGES ET LA MOISSON EN FRANCE

Le nombre des ouvriers belges allant faire la moisson en France a considérablement diminué : de 40.000 qu'il était tous les ans avant la guerre, il est tombé à 9.000.

La plupart sont maintenant occupés à la reconstruction des régions dévastées, et séjournent en France de façon permanente.

Les progrès de l'aviation

UN SERVICE AÉRIEN LONDRES-MOSCOU

Des négociations sont actuellement entamées dans le but d'établir un service aérien Londres-Berlin-Moscou, qui permettrait Londres à vingt heures de Moscou. Les voies auront lieu de nuit aussi bien que de jour.

UN ESSAI DU Z.R.-3

Le Zeppelin Z.R.-3 que les Etats-Unis ont acheté à l'Allemagne est parti ce matin à huit heures de Friedrichshafen par un temps très favorable, pour une randonnée d'épreuve dans le sud de l'Allemagne.

A 11 h. 35, le Zeppelin apparaît au-dessus de la banlieue de Munich, puis se dirige vers la ville où il salut en laissant flotter le drapeau bavarois blanc-blanc. Puis descend si bas que la population munichoise massée dans les rues poussant des cris d'enthousiasme, pouvait distinguer toutes les particularités de sa structure.

Rappelons que ce Zeppelin doit assurer le service Berlin-New-York, et que la durée du voyage sera de cinq heures.

Toujours l'alcool

La nuit dernière, au village de Saint-Julien, dans la banlieue de Marseille, M. Benoît, âgé de seize ans, lasse par les brutalités exercées sur les siens par son frère Charles, alcoolique invétéré, plus âgé que lui de cinq ans, a tué ce dernier de deux coups de fusil pendant son sommeil.

Un nouvel accident dans les P.T.T.

Un assez grave accident s'est produit à Caen le vendredi 29 août dernier, Place de la République. Voici les faits :

L'installation d'un nouveau multiple pour le service des téléphones et la pose de nouvelles lignes souterraines, ont occasionné d'importants travaux qui durent depuis plusieurs mois.

A 100 mètres environ du Central téléphonique, une chambre de cuivre dans laquelle passent plusieurs câbles souterrains, est aménagée sous la voie publique, près de la station de taxis. On y accède par un regard en fonte. Or, des conduits de gaz se trouvent à proximité et qui sont certainement en mauvais état, laissent échapper des émanations qui s'accumulent dans la chambre de cuivre des téléphones.

Vendredi après-midi, plusieurs ouvriers soudeurs de l'Administration des Postes, étaient occupés à cet endroit et descendaient à deux à la fois dans la chambre, pour y travailler, obligés qu'ils étaient de se remplacer souvent, par suite de l'air empoisonné qu'ils y respiraient.

Le camarade Thierry, grand invalide de guerre, demeurant à Caen dont le courage et le dévouement sont bien connus dans cette ville, a subi un commencement d'asphyxie, et n'a pu rentrer à son domicile distant de 300 mètres environ, que grâce à l'aide d'un de ses camarades, moins atteint, que lui. Le camarade Lebiet, des équipes parisiennes en déplacement à Caen, a été également assez éprouvé.

Le soir du même jour, vers 9 heures, leurs deux autres collègues venant pour continuer pendant la nuit le travail commencé dans l'après-midi, avaient allumé 5 ou 6 mètres plus loin, une lampe à acétylène pour s'éclairer. La chambre de cuivre, restée fermée pendant l'heure du repas, s'était emplie de gaz, qui, lorsqu'on a ouvert la porte a pris contact avec la lampe, et fait explosion. Les deux soudeurs, les camarades Donat et Portet de Rouen, ont été brûlés grièvement à la figure et aux mains. Après un pansement à l'hôpital de Caen, ils ont dû repartir chez eux en attendant leur guérison.

Cet état de choses avait déjà été signalé par une note à l'Administration qui n'a pris aucune mesure pour assurer la sécurité de ses ouvriers, pourquoi ?

Toujours la même incurie criminelle de l'administration !

LEURS DIVIDENDES

CANTONNIER ÉCRASÉ PAR UN TRAIN

Versailles, 6 septembre. — Le cantonnier de la voie Jean Paty a été surpris la nuit dernière par un train entre les stations de Poissy et de Villennes.

Grièvement blessé, le malheureux a été transporté à l'hôpital où il a succombé presque aussitôt.

ÉCRASÉ PAR UNE CHARRETTE

Toulouse, 6 septembre. — Gaston Delmas conduisait une charrette de vendange à Saint-André-de-Roquelongue, quand par suite d'un faux mouvement il glissa à terre, et le véhicule lui passa sur le corps. La mort fut instantanée.

MORT TRAGIQUE D'UN OUVRIER MINEUR

Lens, 6 septembre. — L'ouvrier Robert Dufot, âgé de 27 ans, des mimes de Lens, a eu le bassin défoncé par la pointe flexible de son marteau-piqueur, qui s'était détaché. Le malheureux a succombé peu après dans l'atrocité souffrance.

LE PONT DE L'ÉTANG

Lens, 6 septembre. — L'ouvrier Robert Dufot, âgé de 27 ans, des mimes de Lens, a eu le bassin défoncé par la pointe flexible de son marteau-piqueur, qui s'était détaché. Le malheureux a succombé peu après dans l'atrocité souffrance.

La Bretagne en deuil

Samedi dernier paraissait le dernier numéro de la très peu intéressante *Bretagne Communiste*, grand organe bi-mensuel du grand parti des masses dans la grande Armoricaine.

Sans épiloguer à souhait sur ce petit accident, il nous sera tout de même permis de jeter un « ouf » de soulagement. Ce canard sol-disant ouvrier — organe officiel des Beni-Oui-Oui syndicalo-communiste de notre région — ne possédait même pas le label de la Fédération unitaire du Livre. Il a eu une existence épiphémère.

Née dans la confusion, cette feuille de chou avait plus le souci de discréditer les militants minoritaires de notre région que de faire la propagande révolutionnaire.

C'est donc sans peine que nous ne lirons plus les prosaïques écrits des Pazin, des

Tillon-Monsireigne et autres chômeurs professionnels.

Et malgré toutes les attaques de la *Bretagne Communiste*, les minorités ne vont pas plus mal. Un *De profundis* à cette pauvre feuille qui se dessèche du jour que le Pactole russe s'arrête de couler sur le granit celtique.

PETITBRETON.

Aux camarades du Midi

En raison du prochain Congrès Anarchiste, il serait peut-être utile que les camarades de la région se réunissent, afin de pouvoir discuter sur les moyens propres à employer pour la diffusion de nos idées.

Après discussion avec les groupes de Marséille, La Ciotat, Saint-Henri, Nice, etc., il nous serait peut-être possible de se faire représenter par un ou plusieurs délégués, qui exposeront au Congrès les points de vue des camarades du Midi.

Que les groupes et individualités veulent donc se mettre en rapport avec le camarade Gamba Jean, rue Belpech, Campagne Rossi, Toulon (Var).

En lisant les autres...

Vers la Liberté des Sexes

Commentant, dans l'*« Ère nouvelle »*, le nouveau roman de Victor Margueritte, M. Armand Charpenier conclut fort anarchiquement :

Ce n'est pas dans l'éternité de l'amour qu'il faut chercher une solution à cette bataille des sexes dont l'humanité souffre depuis des millénaires. La vérité est ailleurs : elle est dans la liberté des sexes. Certes, notre morale actuelle se préte mal à ces hypothèses, devant lesquelles reculent les esprits les plus émancipés. Ces derniers, cependant, qui, paradoxe d'autrui, seront les vérités de demain. Une discrimination doit s'établir et s'établira entre les hommes et les femmes, mais l'affection qui unira les peuples et le plaisir qui les séparera devront être conservés.

Leur vision, évidemment, des visions d'un devenir encore lointain, et qui nous semblent pré-maturées. La bataille des sexes sera peut-être encore plus longue que la bataille des hommes. Les hommes auront cessé de s'égorguer, que les femmes et les hommes se feront moins souffrir. Une heure viendra pourtant où l'homme régnera dans un monde où le cœur et la chair dissociés pourront suivre des voies parallèles.

Pas le moindre démenti

Dans le *« Peuple »*, le Groupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie répond aux injures de l'*« Humanité »* :

Les porte-plume du gouvernement léniniste se sont avisés de répondre au Groupement de Défense ! Evidemment leur malisme ne pouvait durer indéfiniment. Devant le réquisitoire accablant dressé pièce par pièce, par le Groupement de Défense, cela ressemblait par trop à un aveu. Pendant plus de six mois, le Groupement de Défense a apporté des précisions impitoyables sur l'extermination des révolutionnaires par la Tchéka « prolétarienne » ; pendant tout ce temps, les organes de cette même Tchéka, l'*« Humanité »* et la *« Vie ouvrière »*, gardaient le silence atterré du maître qui se voit découvert.

Donc, ils ont essayé de répondre. Eh bien ! ils auraient mieux fait de se taire ! On cherche vainement dans le fatras publié par la *« V.O. »*, le *« moindre démenti »* des accusations circonstanciées du Groupement de Défense. Pas un mot de Baron, de Kogan, de Spiridonova, de Kachovskina, de Roubintchik. Pas un mot des mille martyrs dont nous possédons la liste nominative. Pas un mot de l'infame Solovietzki.

Les bolcheviks seraient bien en peine de nier. Les faits sont là, flagrants, qui les accusent devant le prolétariat. Le jour où les ouvriers du Parti Communiste se seront rendus compte de ce malisme sous de telles accusations, ils ne pourront que crier avec nous : « A l'assassin ! » aux chausses des dictateurs de Moscou.

Dans les Prisons de Wiesbaden

L'*« Humanité »* conte les peines et les souffrances que nos camarades ouvriers ont endurées dans les prisons de l'armée d'occupation :

Les sbires de la justice déployaient une cruauté absolument bestiale, toutes les fois qu'il s'agissait de faire pression sur les accusés pour obtenir des « aveux ». Au moyen de coups et de punitions sol-disant disciplinaires, telles que la suppression de la correspondance, de visites, on poussait les camarades à leur perte et à entraîner les autres avec eux. Ainsi, un camarade qui avait, pendant les événements d'octobre, occupé plusieurs fonctions, fut assommé à coups de croissé par la garde marocaine dans le bureau d'enquête. On le rapporta le soir, évanoui, dans sa cellule. Il commença aussitôt la grève de la faim, ce que le juge immédiatement au cachot. De l'au vu, deux jours après, couché sur le pavé du cachot, son corps meurt, couvert de poux. Le soir, nous entendîmes ses cris déchirants ; il paraît qu'en l'avait de nouveau mal traité.

Après être resté là onze jours, il perdit connaissance et fut soigné artificiellement. Plus tard, il réussit à s'évader.

Je pourrais citer de pareils cas par centaines. La nourriture fut longtemps tout juste bonne pour des cochons. Toutes les demandes pour obtenir de la nourriture du dehors furent repoussées par cette phrase : « Vous, cochons, vous devez manger de la mérde ! » et d'autres dans le même genre. Toutes les plaintes adressées à la Haute-Commission et au tribunal furent détournées et leurs auteurs maltraités.

Pour soutenir votre « Libertaire »

Amis lecteurs

L'Action et la Pensée des Travailleurs

APRES LA GREVE DEBARD

L'index est-il efficace

Pratiquer le boycottage ou l'index à l'égard d'un patron réfractaire aux revendications ouvrières est un excellent moyen de lutte de classe... à condition que le syndicat ouvrier soit puissant et puisse faire appliquer ses décisions.

Les dirigeants actuels du syndicat dit unitaire des métiers ont frappé d'index la fonderie Debard en clamant prétentieusement que c'est un « mot d'ordre ». C'est un mot, rien de plus, car l'ordre d'index n'est pas exécuté.

La tactique moscovitaire, faite de bluff et d'impuissance, favorise surtout le patron et les faux frères, car elle permet aux jaunes de rester en paix dans ce bagnie capitaliste.

Le syndicalisme y perd le peu de prestige qui lui reste, et c'est peut-être ce que cherchent les politiciens du P. C. après avoir agrandi la scission, fait le vide à l'organisation et semé le j'menfoutisme dans les ateliers.

En l'état actuel des forces sociales en présence, l'index est un geste ridicule. Il serait préférable de s'infiltrer à nouveau dans la boîte, de gagner la confiance des inconscients, de préparer l'atmosphère et de présenter à nouveau le cahier de revendications qui a été refusé au dernier conflit. Pour cela, il faudrait un peu moins de haine entre les tendances et un peu plus de confiance entre travailleurs.

Un gros travail est à faire pour améliorer notre triste situation de prolétaires. Non seulement il nous faut faire front contre la tempête patronale, mais il nous faut aussi surveiller les pilotes imprudents, maladroits et les naufragés de notre chétive barque syndicale.

POZARD.

Toulade cherchait de "compagnons" ... et il trouve le ministre Godart !

L'avons-nous assez entendu ce pourfendeur de la sociale, cet anarchiste convaincu, brisant des lances acérées contre le capitaine Treint et contre le Parti Communiste ! Puis à la lumière des événements, avec la lucidité d'esprit qui le caractérise, il brûle aujourd'hui, ce qu'il adorait hier, et enracine ce qu'il avait brûlé, avec une conviction et une foi révolutionnaire dont lui seul a le secret. Pour nous le prouver et pour faire la démonstration chère à Lénine, il marie le Syndicalisme, lutte de classes, avec l'Union Compagnonique et les Compagnons du Devoir, ceci pour mieux les nouyaux en vue de la prochaine action de masses.

Le Conseil Général du S. U. B. « réformiste » (oh combien !) refuse de sanctifier l'union projetée ; ce fut dès lors la bataille rangée avec la scission comme but dans le syndicat à laquelle collaborèrent les non-moins révolutionnaires Nicolas et autres. Pauvre Toulade, moi qui te prenais pour une canaille, je te fais mes excuses, tu n'étais qu'un malheureux.

Que voit-on l'Humanité qui se met de la partie et qui se place dans le rang des réformards ! Ce n'était pas la peine de quitter le S. U. B. ; et je comprends mieux maintenant, pourquoi l'on ne voit plus ta signature sur les colonnes du grand journal.

Triste fin !!! Toi qui avais rêvé d'être le cerveau fédéral, et qui devant la défaite voulais constituer une autre Fédération pour atteindre le même but. De chute en chute, te voici projeté dans le néant. Qui trop embrasse, mal étreint ? Je te plains de toute la force de mon ame, mais ce que je plains davantage, c'est l'organisation qui as sectionnée et dont tu porteras la responsabilité un jour. Tu pouvais être un homme, tu n'as été qu'un arriviste et un ambitieux. Que le poids t'en soit léger, je te pardonne, tu n'es qu'un malheureux. Et que ton malheur soit un avertissement probable pour les pâles imitateurs !

POMMIER.

Dans le S. U. B.

Aux charpentiers en fer. — Pour que notre section, notre corporation repreuve sa place d'avant-garde invincible, vous assisterez tous à l'Assemblée Générale, qui aura lieu le dimanche 7 septembre, à 9 heures du matin, 8, avenue Mathurin-Moreau (Métro Combat).

N.B. — Pour cette réunion, un pointage de cartes très rigoureux sera fait à l'entrée de la salle.

Les adhésions et les cotisations seront reçues.

Maçonnerie-Pierre-Démolisseurs. — Les démolisseurs sont informés qu'exceptionnellement la réunion de leur section est reportée au 2^e dimanche du septembre. Elle aura lieu le 14 septembre, à 9 heures, salle Fernand-Peloutre, Bourse du Travail. Les camarades lisant cette note voudront bien faire le nécessaire autour d'eux pour avertir les corporaires et assurer le succès de cette réunion.

VOYAGEURS ET REPRESENTANTS

Les "principes" moscouvaires

Le syndicat des voyageurs et représentants de commerce « unitaire », « communiste » et « révolutionnaire », dans une circulaire adressée à ses adhérents, leur donne connaissance des décisions « révolutionnaires » prises à la dernière assemblée générale.

Paris, le 8 août 1924.

Monsieur et cher camarade,

La dernière assemblée générale a pris des décisions importantes que votre Conseil d'administration désire réaliser de toute urgence.

La « Caisse de Solidarité » déjà acceptée, en principe, à l'assemblée précédente, a vu fixer sa date d'entrée en application — premier juillet 1924 — ainsi que le montant de sa cotisation annuelle : 1 fr. 50. Nous vous rappelons que cette caisse a pour but de

l'organiser les ressources suffisantes pour faire face à toutes nos obligations de solidarité effective, notamment : décès, prêts d'honneur, chômage, rapatriement, assistance judiciaire, etc.

Voilà que ces cocos font la concurrence aux réformistes, aux amicalistes et aux syndicats jaunes. C'est pour en arriver là qu'ils ont démolé le syndicat des voyageurs et représentants.

Ces cagots de la religion communiste orthodoxe, la plupart plats valets du patronat et de leurs clients, n'ont rien de plus révolutionnaires que leurs collègues roses et jaunes cités plus haut. Ces grands révolutionnaires ne sont bons qu'à voter et donner des mandats, suivant les ordres de leur parti ; c'est moins dangereux que de faire de l'action sur les chantiers, comme font les « petits-bourgeois » du S. U. B..

Signé : C.V.

Chez les Bouiffs

L'assemblée générale qui eut lieu le 30 aout fut particulièrement réussie. A l'ordre du jour, le rapport moral et le Congrès Fédéral.

Le « conseil de fabrique » avait fait les choses grandement. On était assuré de la présence du Monseigneur Soulard et de son coadjuteur. La maîtrise avait habilement disposé les chœurs de Beni-Oui-Oui, de façon à ce qu'ils fassent le plus de bruit possible.

Avant le sermon de notre révérend secrétaire on chantait trois cantiques : « Saint Lénine, donnez-nous vos lumières, puis Ecrasé de douleur devant les saintes tristes, et pour finir, Russie ! Russie ! Russie ! j'rai te voir un jour. »

Ensuite on fit une minute de silence et de recueillement pour se préparer à ouvrir la parole sacrée.

Voici le sermon du Révérend Secrétaire :

« Camarades ! Je vais avoir raison, aucun de vous ne me fera l'injure d'en douter. Nous avons aujourd'hui à discuter sur le rapport moral et l'unité. Ce rapport moral est l'œuvre du grand chef Soulard ; si je vous dis grand, c'est du moral que je parle, car physiquement, notre vénérable secrétaire fédéral est minuscule. Ce rapport est une œuvre parfaite, il y a peut-être pourtant quelques critiques à faire, mais je ne vous dirai point quelles, vous ne comprendrez pas. Du reste je discuterai de cela au Congrès, car j'espère bien que vous allez me faire l'honneur de me déléguer (sic), comme vous me ferez le plaisir l'an prochain de me nommer conseiller municipal (A ce moment les chœurs crient par trois fois : Oui ! Oui ! Oui !)

« Un passage de ce rapport moral reproche aux anarchistes et syndicalistes d'en avoir qu'un but : abattre la révolution russe. C'est reproche est absolument mérité. A ce sujet nous ne pouvons que regretter la mansuétude dont fait preuve le gouvernement russe (l'assistance se lève...) ... envers ces Anarchistes. Il devrait, à mon avis, les coller au mur (sic). Je vous fais ces déclarations pour que vous compreniez bien votre devoir. C'est du reste avec des paroles semblables que l'on prépare des événements tels que ceux du 11 janvier, soirée mémorable où notre parti se couvrit de gloire (l'orchestre joue une marche militaire). »

« Vous connaissez tous le révolutionnaire que je suis. J'ai encore, tout dernièrement, été faire de l'action directe au ministère de travail. J'étais accompagné de mon vicaire, et nous n'avons pas marchandé les coups de chapeaux au ministre !

« On fait des histoires avec une lettre que notre petit Soulard aurait écrite à Moscou. Ne croyez pas un mot de tout cela. Le petit Soulard est incapable de faire une chose semblable. Qui s'attaqua au microscopique Soulard s'attaqua à moi, et je vous assure bien, camarades, que je défendrai notre infinitesimal secrétaire fédéral jusqu'à notre mort commune !

« Camarades ! Je sens que j'ai de plus en plus raison, vous devez en être convaincus. Tout à l'heure des syndicalistes vont venir essayer de me contredire. Vous ne devez pas les écouter. Je recommande particulièrement aux chœurs de faire bien attention au signal que leur fera mon vicaire. Camarades ! vous allez m'applaudir, car vous avez senti à quel point j'ai eu raison, ou du moins, non vous ne l'avez pas senti, car j'ai tellement raison que cela dépassé votre entendement. Continuez assidûment à faire de la politique et lisez D'Urfé. »

« Camarades ! Je sens que j'ai de plus en plus raison, vous devez en être convaincus. Tout à l'heure des syndicalistes vont venir essayer de me contredire. Vous ne devez pas les écouter. Je recommande particulièrement aux chœurs de faire bien attention au signal que leur fera mon vicaire. Camarades ! vous allez m'applaudir, car vous avez senti à quel point j'ai eu raison, ou du moins, non vous ne l'avez pas senti, car j'ai tellement raison que cela dépassé votre entendement. Continuez assidûment à faire de la politique et lisez D'Urfé. »

Ensuite quelques syndicalistes essayèrent de troubler la fête, mais comme on ne pourrait avoir plus tort qu'ils avaient tort, le vicaire fit fonctionner les chœurs, et ces imbéciles de minoritaires en furent pour leurs frais.

On passa au vote. Les assistants étaient tellement convaincus qu'ils votèrent des deux mains.

Le rapport moral, tel un enfant russe, fut adopté par notre Syndicat par 65 voix contre 35, sur 250 assistants. Notre petit sergent de secrétaire adjoint en était pâle d'émotion ; le deuxième vicaire prit une prise, et son beau-frère, rouge de cheveux si l'il n'est autrement, traîta un camarade espagnol de sale étranger. Sur cette pâle sensée et profonde d'un pur communiste, l'assemblée se dispersa. Quelques fidèles allèrent faire leur cour aux triomphateurs et chacun rentra chez soi.

A. NIMALIER.

GROUPE DE ROMAINVILLE

Mardi 9 septembre, à 20 h. 30

Salle de la Coopé

Causerie éducative

par

Julia Bertrand

Sujet traité :

VEGETARIANISME ET VEGETALISME

Invitation cordiale à tous

CHEZ LES CHEMINOTS

Le café de la C. G. T. U. ... le camp !

Dans la minorité syndicaliste des P. T. T.

La Minorité des P. T. T. s'est réunie le vendredi 5 septembre pour discuter l'ordre du jour suivant : 1^e Le journal ; 2^e l'Unité ; 3^e Le Conseil national fédéral d'octobre.

Audin fait le compte-rendu de la situation de l'Unité des P. T. T. Un effort sérieux a été accompli pour coordonner le travail des copains, et pour parfaire l'administration du journal. L'expédition du numéro 2 s'est faite dans de bonnes conditions et dans un délai relativement court. Cependant certaines dispositions sont arrêtées pour réduire encore ce délai.

Le développement de l'Unité dépasse les espérances que nous avions mises en lui. Le nombre des abonnements reçus est la preuve que sa parution est partout appréciée favorablement. Sur six mille exemplaires dont le service a été fait gratuitement, une quinzaine seulement nous sont revenus refusés. Sa situation financière est bonne, mais les syndicalistes doivent en demander où allait aborder cet étrange bateau, lorsque le président le pria brutalement de stopper. On ne sut jamais la fin de l'histoire.

Mais aujourd'hui, les saintes paroles de l'inénarrable Gourdeau paraissent une prophétie en voie d'accomplissement.

Le P. C. a tellement jeté de passagers à la mer, que le pont et les cabines sont vides. Et comme c'est un sport bien des dieux moscovites, faute de voyageurs, on apprendre à nager.

Des rires polis et interrogateurs accueillent la belle image du narrateur, se demandant où allait aborder cet étrange bateau, lorsque le président le pria brutalement de stopper. On ne sut jamais la fin de l'histoire.

Nul doute que l'unité refaise, les syndicalistes sincères ne se groupent autour de l'Unité, le seul organe qui pourra porter son hypocrisie son titre d'indépendant.

La Minorité passe ensuite à la discussion sur l'unité. Après un examen approfondi de cette question, l'ordre du jour suivant est adopté à l'unanimité :

« La Minorité Syndicaliste des P. T. T., après avoir examiné la position actuelle de la question de l'unité, confirme ses décisions antérieures ; »

« Elle rappelle qu'elle avait délégué deux de ses membres au Congrès de l'Union générale, non point pour y faire des propositions, comme d'aucuns l'ont insinué, mais pour s'informer des désirs unitaires des congressistes, et y développer le courant d'unité. Elle approuve donc sans réserves les déclarations des camarades Roche et Peltier. »

Nous pourrions citer des fédérations, des unions et des syndicats qui ont tellement été « fécondés » par la pompe à faire le vide, qu'ils ressemblent à ce légendaire canasson qui servait d'enseigne à un marchand de cercueils.

Nous avons eu l'occasion de citer une circulaire officielle du réseau P. O., où les « chefs » moscovites parlaient de « mettre la clef sous la porte ».

En voici une autre qui indique, hélas ! que les cheminots orthodoxes de la capitale assistent à un mouvement centrifuge des masses :

UNION DES SYNDICATS DES CHEMINOTS PARISIENS

Siège social :

Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau

PARIS

Paris, le 26 août 1924.

Camarade Secrétaire,

Je le pris de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour que ton syndicat soit représenté à la réunion plénière qui aura lieu le jeudi 4 septembre 1924, à 20 h. 30, salle de la Commission (5^e étage), Bourse du Travail de Paris.

À cette réunion plénière, la seule question à l'ordre du jour sera : NOMINATION D'UN BUREAU.

Cette question ayant été posée aux syndicats à différentes reprises, sans résultat, il importe qu'elle soit résolue.

En conséquence, vous voudrez bien nous faire connaître les noms des camarades que votre syndicat propose pour remplir une fonction à l'Union des Syndicats des Cheminots de la Région Parisienne et mandater vos délégués en connaissance de cause.

Le Secrétaire général : ESCOFFIER.

Non seulement la devinette de Gourdeau se matérialise à l'exécution, mais c'est aussi l'avertissement de Manière au Congrès de Bourges qui devient d'une étrange réalité. A ces mémorables assises de strangulation du syndicalisme français, un délégué à la tribune demandait au Bureau, aussi confédéral que transi, ce qu'il fallait faire comme orientation. Le camarade Manière, de Dijon, aussi bien inspiré que Gourdeau, répondit, d'une voix de tocsin : « Sauve qui peut ! Le feu est à la maison ! » Ce cri lugubre congela un peu plus le Bureau, et le Congrès sentit passer un vent glacial de Sibérie.

Ensuite, un bateau de Gourdeau incendie subit son apocalypses que l'état-major veut nous faire prendre pour une apogée.

Et pendant que le P. O. et le P. L. M. se volatilisent, que l'Union Parisienne s'anémie entre les deux Ceintures, le citoyen Midol rêve de Hambourg, l'ennuie Yellow parle du plan Dawes comme un aveugle des couleurs, le chérubin Crémieux pousse des complaintes à percer une voie en bûcher, et le bouillant Sémard soi-même préconise au contraire.

Minorité et Jeunesse Syndicaliste du Livre. — Les camarades sont convoqués à une réunion qui aura lieu ce matin, à 10 heures, au Bar des Charmettes, rue Jean-Jacques-Rousseau.

G. A. D'Unité Syndicale. — Mardi, à 20 h. 30, Maison des Syndicats, avenue Mathurin-Moreau, réunion générale du C. A.

Sont particulièrement invités toutes les organisations qui désirent l'unité, à quelque évidence qu'elles appartiennent (C. G. T., C. G. T. U., Autonomes) et tous ceux qui s'intéressent à la question.

Mise au point du programme : Action ; Propagande ; Nomination d'une commission de propagande et du Bureau définitif.

Union Autonome de la Gironde. — Le Bureau a fait éditer une brochure : « la République fédérale », schéma constructif du milieu social de l'unité